Document généré le 19 avr. 2024 23:22

Études internationales

Tanzer, Michale, *The Energy Crisis, World Struggled for Power and Wealth*, New York : Monthly Review Press, 1974, 171 p.

Jean-Guy Vaillancourt

Volume 7, numéro 3, 1976

URI : https://id.erudit.org/iderudit/700714ar
DOI : https://doi.org/10.7202/700714ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Vaillancourt, J.-G. (1976). Compte rendu de [Tanzer, Michale, *The Energy Crisis, World Struggled for Power and Wealth*, New York : Monthly Review Press, 1974, 171 p.] *Études internationales*, *7*(3), 480–483. https://doi.org/10.7202/700714ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1976

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

il accepte de voir, comme plusieurs analystes, la quatrième branche du gouvernement américain.

Pour interpréter le rôle des media, James Strouse les situe dans un réseau complexe d'influences qu'il schématise par un modèle. Celui-ci articule en quatre pôles : le public en général, les groupes de pression, le gouvernement ou principe de leadership et les *mass media.* Ainsi présentés, ces derniers échangent avec le public et les instances politiques un faisceau d'interinfluences qui transforment les media, tour à tour, en source et en « receveur » de stimuli. Parlant peu des groupes de pression, l'auteur aborde d'emblée les fonctions assumées par les media. Il s'attarde peu, si tant est même qu'il évoque cette question, sur les conceptions et convictions nouvelles qu'ils pourraient véhiculer. Il reconnaît aux media une triple action : 1) ils agissent comme catalyseurs d'opinions latentes ; 2) ils confèrent à celles-ci une énergie suffisante pour les transformer en actions ; 3) ils constituent enfin, face à l'exécutif gouvernemental, ce que l'auteur appelle un « détecteur public de mensonges ».

Ce schéma, idéal en quelque sorte, connaît ausi des limites que J. Strouse ne dissimule pas. En effet, si des frontières sont fixées à l'autorité des leaders politiques ou des exécutifs de grandes sociétés, ceux-ci disposent, en même temps de moyens énormes pour influencer les media et, par ce biais, manipuler l'opinion. Le public d'ailleurs n'est pas homogène, et plusieurs études de politicologues établissent chez lui divers « degrés d'attention » et de participation. À ce propos, l'auteur analyse un récent glissement des pratiques électorales aux États-Unis. L'ère des patrons, dominateurs locaux de l'appareil d'un parti, se termine et laisse place aux firmes de relations publiques. Le phénomène entraîne des conséquences directes pour les media, dont l'utilisation change de forme pendant les campagnes électorales. Annonces publicitaires, choix de slogans, dispositions typographiques etc. constituent les détails d'une stratégie qui bouleverse l'apparence matérielle des journaux ou des présentations télévisées. Le souci de la transmission d'une information cède le pas, moins à une propagande qu'à des techniques visant à façonner la perception d'un fait ou d'un personnage. L'âge de l'électronique bouscule les pratiques habituelles du système parlementaire.

Les gouvernements ont eux-mêmes modifié leurs attitudes vis-à-vis du public. F. Roosevelt avait amorcé une nouvelle méthode de relation avec les media ; ses successeurs suivent une voie semblable. Ainsi est amorcée ce que J. Strouse appelle une manipulation. Les journalistes, soucieux d'avoir accès aux sources officielles acceptent tacitement de pratiquer une autocensure. Cette attitude ne suffit pas sans doute à rassurer l'exécutif car, sous l'administration Nixon–Agnew, des attaques répétées sont portées à l'encontre des libertés dont jouissent les media.

L'affaire du Watergate contient, parmi d'autres éléments, une réponse de la presse à cette polémique. L'auteur la présente ainsi, du moins. Il examine encore d'autres questions, telles les conséquences de l'introduction des media dans les milieux défavorisés du Sud des États-Unis.

L'ouvrage, ainsi conçu, pourrait être un « résumé exhaustif ». Il soulève cependant certains problèmes plus qu'il ne les approfondit. Il reprend sans les examiner les affirmations de M. McLuhan. Il parle de censure, mais ne se demande pas si, en Amérique du Nord, le consensus général des media sur de nombreux points ne provient pas à la fois d'options choisies et d'autocensure. J. Strouse aborde beaucoup de questions à l'intérieur d'un système économique et social, mais il ne pose pas de questions à ce système considéré.

Jean-René CHOTARD

Département d'histoire,
Université de Sherbrooke

TANZER, Michael, *The Energy Crisis, World Struggled for Power and Wealth,* New York : Monthly Review Press, 1974, 171p.

Quand Michael Tanzer analyse la crise actuelle de l'énergie et les affrontements politiques et économiques mondiaux qui s'y rapportent, il parle en connaissance de cause. Docteur en sciences économiques de Harvard, auteur d'un autre ouvrage important sur ce sujet intitulé *The Political Economy of Oil and the Underdevelopped Countries (1969),* et président d'une entreprise d'experts-consultants spécialisés dans le domaine de l'énergie qui a pour clients des gouvernements de pays sous-developpés, il a travaillé jadis comme économiste pour la succursale afro-asiatique de Exxon, la plus puissante des sept grandes compagnies de pétrole. Avec Harvey O'Connor et Joe Stork, il est un des auteurs américains les mieux informés sur la question des compagnies de pétroles vues dans le contexte de relations politiques et économiques internationales. Son analyse rejoint à bien des égards celle, magistrale, de J.-M. Chevalier dans *Le nouvel enjeu pétrolier* (Paris, Calman-Lévy, 1973), qui montre que la crise du pétrole a été encouragée par les compagnies américaines qui veulent faire un dernier coup d'argent avec ce qui reste de pétrole avant de devenir les maîtres des nouvelles sources d'énergie.

L'intérêt majeur de ce dernier livre de Tanzer (il a aussi publié *The Sick Society : An Examination* en 1971, une analyse perspicace des crises des É.-U. au plan intérieur et extérieur), c'est sa concision (moins de 150 pages de texte) et sa précision. Tanzer n'alourdit pas son exposé avec une masse de détails historiques insignifiants ou avec un appareil technique obscurantiste. Utilisant des données historiques et statistiques solides et bien choisies, il va droit au but, qui est de dévoiler la véritable nature de la crise de l'énergie et de démolir par le fait même les mythes courants qui s'y rattachent, celui notamment qui essaie de faire croire que les grandes compagnies de pétrole et le gouvernement des É.-U. ont été des perdants dans les opérations de hausses du prix de pétrole décrétées depuis 1971.

Tanzer montre comment dans les pays capitalistes, l'auto-suffisance énergétique qui existait autrefois avec le charbon, a fait place graduellement à la dépendance vis-à-vis du pétrole importé, à cause du bas prix payé aux pays producteurs du Proche-Orient pour leur pétrole et grâce à l'appui du gouvernement des É.-U. à l'effort de pénétration du marché mondial par les compagnies multinationales de pétrole. Parmi les sept plus grandes compagnies de pétrole, cinq (Gulf, Texaco, Exxon, Mobil, Standard of California) sont américaines, l'une est anglaise (British Petroleum) et l'une est anglo-hollandaise (Shell). L'intégration verticale (de l'exploration à la commercialisation), et l'accaparement des autres sources d'énergie (charbon, gaz naturel, énergie nucléaire), sans qu'il y ait toujours entente et conspiration, ont placé ces sept grandes sœurs dans une position monopolistique. Elles avaient donc intérêt à faire monter les prix, en jouant sur la corde de la pénurie de pétrole qui s'annonçait à plus ou moins brève échéance, ce qu'elles firent dès 1968, quelques années par conséquent avant les négociations qui renversèrent le rapport de forces entre les pays producteurs et les compagnies. Les exigences croissantes des Arabes, dues surtout à l'arrivée au pouvoir de quelques gouvernements progressistes convaincus de l'incapacité des É.-U. de s'engager dans une autre guerre comme celle d'Indochine, et à la victoire d'Israël en 1967 qui força même les régimes arabes les plus réactionnaires à faire front commun et à utiliser l'arme puissante du pétrole, fournit une bonne occasion aux compagnies d'augmenter leurs profits considérablement tout en permettant de jeter le blâme sur les Arabes. Le gouvernement des É.-U. avait intérêt lui aussi, au début tout au moins, à voir le prix du pétrole augmenter, non seulement à cause des profits accrus des compagnies américaines, mais aussi à cause du fait que le prix élevé du pétrole allait affai-

blir les concurrents allemands et japonais. D'où le peu de résistance offerte aux exigences de l'OPEC de la part du gouvernement des É.-U. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de difficultés et d'opposition aux É.-U., surtout de la part des consommateurs et de certaines industries touchées par la hausse des prix du pétrole (voire l'auto, le tourisme et les loisirs), mais il n'y a pas eu vraiment de crise du pétrole au sens d'une pénurie effective, pas même durant le plus fort de la crise en 1973. En ce sens, on peut dire qu'elle fut en partie un coup monté par les grandes compagnies et le gouvernement pour légitimer les hausses de prix, qui apportaient des surprofits aux compagnies, tout en augmentant le prix du charbon et des autres sources d'énergie qu'elles contrôlent. Deux autres conséquences heureuses pour les compagnies furent l'affaiblissement des contrôles écologiques au plan de l'exploration, de l'exploitation et du transport des hydrocarbures, et l'abrogation de certaines contraintes antitrust. Mais ce qui est bon pour Exxon à court terme n'est pas nécessairement bon pour la population mondiale. Les nationalisations, et les demandes de plus en plus pressantes des Arabes pour une part accrue de contrôle de leurs ressources et de la transformation et commercialisation de celles-ci, de même que l'écoulement possible des économies japonaise, allemande, italienne et anglaise, toutes sévèrement touchées par les récentes hausses de prix, risquent d'amener, d'après l'évaluation pessimiste de Tanzer, une dépression mondiale sévère, ou même une guerre pire que celles que nous avons connues en 1914 et en 1939.

Pour les pays sous-développés, surtout les Indes, la hause des prix du pétrole fut un désastre. En comparaison, les pays communistes, et tout particulièrement la Chine, qui avaient réussi à éviter la dépendance vis-à-vis du pétrole, ont réussi à passer au travers de la crise sans grand problème. De même la France, qui a su maintenir une certaine autonomie vis-à-vis des grandes sœurs, a pu traverser la crise passablement bien.

Au plan mondial, suggère Tanzer, il faudrait que les ressources servent l'égalité entre les personnes, y compris l'égalité entre notre génération et les générations qui viendront après nous. Il faut donc développer des moyens de transport et des sources d'énergie non polluants, conserver les ressources, et éliminer le gaspillage et l'irrationalité d'un système basé sur le profit à court terme pour un petit groupe de privilégiés. Ce qu'il faut, en somme, c'est rien d'autre qu'une « révolution sociale fondamentale qui détrône le rôle de la richesse et de l'argent et organise l'économie pour qu'elle serve les besoins réels de toute la population » (p. 152).

Il se peut fort bien que les prédictions et les prescriptions de Tanzer ne se réaliseront pas dans un avenir rapproché, étant donné la fluidité de la situation et les nouveaux éléments dont il faut constamment tenir compte. Par ailleurs, sa façon de poser les problèmes en termes d'économie politique internationale, c'est-à-dire en analysant les rapports de contrôle et de dépendance entre les entreprises multinationales et les pays impérialistes, d'une part, et les pays socialistes et les pays sous-développés, d'autre part, sans négliger les rapports de classes à l'intérieur de chacun des pays, donne au lecteur une clef pour comprendre l'actualité historique et pour y intervenir avec intelligence et efficacité.

Parce que ce livre a été écrit en 1973, donc au début de la hausse des prix du pétrole, il tend un peu à minimiser l'étendue de la crise, et surtout ses implications au plan de la crise monétaire internationale. L'avantage relatif qu'obtiennent les États-Unis dans la lutte pour l'hégémonie dans le monde capitaliste, qui s'exprime par la chute récente du prix de l'or et le relèvement correspondant du dollar, est dû en bonne partie à la force apparente actuelle des États-Unis sur les fronts du pétro-pouvoir et surtout de l'agro-pouvoir. Pour l'instant donc, le dollar américain est dans une position avantageuse, mais il est à prévoir qu'à plus ou moins brève échéance, l'empire américain se

remettra à péricliter, et la confiance exagérée accordée au dollar américain sera de nouveau ébranlée. Il suffirait, par exemple, que pour quelques années, les récoltes de céréales des États-Unis, comme ça s'annonce déjà dès 1976, soient insuffisantes, ou que les pays producteurs de ressources deviennent plus exigeants vis-à-vis de leurs spoliateurs, pour que l'euphorie de la reprise économique du début de 1976 fasse place à un retour fulgurant des angoisses stagflationnaires. Quoi qu'il arrive, une chose devient de plus en plus claire : le système capitaliste mondial et l'impérialisme sont plus que jamais en crise, le pétrole joue un rôle important dans cette crise, et les efforts désespérés pour éviter le désastre et réétablir l'équilibre d'hier sont voués à l'échec.

Jean-Guy VAILLANCOURT

Département de sociologie,
Université de Montréal

TARDIF, Guy, *Police et politique au Québec,* préface de Guy Rocher, Montréal, Éd. de l'Aurore, 1974, 500p.

Ce livre, précédé d'une préface très personnelle de Guy Rocher, représente, à peu de choses près, la thèse de doctorat d'un ancien policier devenu professeur de criminologie à l'Université de Montréal. Il se fonde sur soixante-quatre entrevues conduites par l'auteur auprès de chefs de police dans des municipalités du Québec dont la population varie de moins de 2 000 à plus de 300 000 habitants. De même, la taille du service varie-t-elle d'un seul policier à plus de 400.

Guy Tardif a eu la bonne idée de présenter au tout début de son livre un chapitre méthodologique où il raconte ses aventures de recherche. En particulier, il montre comment il a beaucoup plus appris au contact des hommes (ou des bonshommes, comme il dit) qu'à la lecture des documents. Tellement que le livre consiste essentiellement en extraits d'entrevues, raccordées les uns aux autres par les commentaires et réflexions de l'auteur.

Les données sont ressemblées en trois grandes parties. La première présente le métier de chef de police. Tardif étudie le pouvoir administratif du chef, comment il dirige les opérations policières, quelles sont ses conditions de travail et ses relations avec le milieu. La deuxième partie porte sur la carrière de chef de police. L'auteur nous apprend comment on devient chef, comment on se fait des ennemis ou on perd des amis, comment sont neutralisés les chefs, et quelles sont les stratégies de défense de ceux-ci. Une troisième partie, plus courte, est consacrée aux facteurs de changement, qu'ils soient institutionnels ou autres.

Le thème qui court dans l'ensemble de l'ouvrage, et que le titre annonce, est celui des rapports de la police et de la politique. L'hypothèse générale de l'auteur est celle d'une « influence prépondérante des conseils de ville sur leur service de police » (p. 17). L'accumulation des témoignages rassemblés montre que, dans la plupart des cas, cette hypothèse générale est vérifiée. Il n'y a en effet que 16 chefs sur 64, soit le quart, qui ont déclaré ne pas avoir eu beaucoup de problèmes avec leur Conseil de ville. Des 48 autres, qui ont été en difficulté, 16 ont survécu à la « crise ». Les 32 qui n'ont pas survécu, soit la moitié de la population totale interviewée par Tardif, ont perdu leur emploi (huit d'entre eux furent ensuite réinstallés).

Le dossier est impressionnant. On y apprend beaucoup sur la politique municipale au Québec. Mais l'auteur n'est pas allé bien loin dans l'analyse sociologique ou politique. C'était son droit, d'autant plus que le montage du dossier a exigé beaucoup d'efforts et que le lecteur y trouve des témoignages souvent très suggestifs.

Il faudrait dans un deuxième temps tenter d'expliquer ces collusions et collisions plus souvent privées que publiques entre conseils